

Nous avons demandé au vice-premier ministre (M. Mazankowski) de dégager des fonds en vertu de l'accord entre le gouvernement fédéral et la Nouvelle-Écosse sur le développement du réseau routier. Malheureusement, le vice-premier ministre (M. Mazankowski) et le ministre des Transports de la Nouvelle-Écosse ont refusé aux milliers de Canadiens de cette région de notre pays l'aide financière nécessaire pour le prolongement de la piste Fleur-de-Lys.

Je demande instamment au gouvernement de revenir sur cette décision défavorable et de fournir des crédits pour accroître le tourisme dans le secteur industriel de l'île du Cap-Breton.

* * *

LES FORÊTS

L'IMPORTANCE POUR L'ÉCONOMIE DU CAP-BRETON—ON DEMANDE D'AIDER LES PROPRIÉTAIRES DE BOISÉS

M. Lawrence I. O'Neil (Cape Breton Highlands—Canso): Monsieur le Président, dans ma circonscription l'industrie forestière est d'une importance vitale pour assurer notre bien-être économique à long terme, pour conserver les emplois existants et en créer de nouveaux. La gestion forestière est donc de la plus grande importance pour moi.

En Nouvelle-Écosse, le secteur privé possède environ 75 p. 100 des terres contrairement aux autres provinces où la majorité des terres appartient à l'État.

Pour répondre aux besoins des propriétaires de boisés du secteur privé en matière de gestion, le gouvernement du Canada finance des entreprises forestières collectives. La province les parraine également. Les propriétaires de boisés forment des coopératives. Les propriétaires terriens reçoivent une aide financière pour mettre en oeuvre des programmes de gestion des terres et pour financer les travaux de sylviculture.

Je voudrais recommander aujourd'hui au ministre d'État (Forêts et Mines) (M. Merrithew) qu'on approuve rapidement la demande d'exploitation soumise par un groupe de plus de 80 propriétaires terriens du comté d'Antigonish.

Ce groupe est dynamique et digne de confiance; il est bien placé pour connaître les avantages d'une bonne gestion forestière.

Depuis mon élection, quatre entreprises semblables ont été lancées dans ma circonscription. J'attends avec impatience qu'on annonce également le financement de ce groupe.

* * *

LES STUPÉFIANTS

LES MESURES DU GOUVERNEMENT CONTRE LA TOXICOMANIE—LE PLAN NATIONAL

M. Don Ravis (Saskatoon-Est): Monsieur le Président, le gouvernement a prouvé sans équivoque qu'il était décidé à

lutter contre la toxicomanie au Canada en mettant en oeuvre le nouveau plan quinquennal annoncé hier. Je tiens à féliciter le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social de ce plan d'action général.

Pendant des années, la toxicomanie a été source de préoccupation pour les Canadiens. Malheureusement, ils ne savaient pas à qui s'adresser pour obtenir de l'information, de l'aide et un soutien adéquat pour surmonter les problèmes causés par la toxicomanie.

Le gouvernement fédéral a pris les devants en expliquant aux Canadiens les conséquences de cette menace sociale par le biais du programme de prévention et de traitement de la toxicomanie appelé *Action on Drug Abuse*. Je sais que ces mesures permettront aux parents canadiens d'espérer un meilleur avenir pour leurs enfants.

Les membres du bureau national du *Parent Resource Institute for Drug Education*, le PRIDE, qui se trouve dans ma circonscription—il s'agit d'un organisme regroupant des parents, des enseignants et des policiers—ont été témoins de toxicomanie chez des enfants du niveau primaire.

● (1410)

J'ajoute que, la semaine dernière, l'institut a organisé son congrès national à Saskatoon auquel ont assisté plus de 1 600 personnes venues d'un peu partout au Canada. Le PRIDE estime que près de 600 enfants ont abandonné leurs études à Saskatoon, dans la majorité des cas pour cause de toxicomanie!

Il importe d'enrayer l'intoxication par la drogue non seulement pour sauvegarder la société dans son ensemble, mais aussi pour éviter que, à l'instar de ces enfants, d'autres Canadiens ne deviennent victimes de toxicomanie. C'est pour ces enfants que je souscris avec grand enthousiasme au plan du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

L'ÉPUISEMENT DE LA COUCHE D'OZONE—ON INCITE LE PARLEMENT À NE PAS UTILISER DES TASSES DE POLYSTYRÈNE EXPANSÉ

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, vous savez, comme les autres députés, que l'on s'intéresse de plus en plus à ce que l'on appelle l'épuisement de la couche d'ozone.

Je sais que les gouvernements essaient de coordonner leurs efforts à l'échelle mondiale pour arriver aux politiques et aux mesures nécessaires, mais une chose que nous pourrions faire immédiatement serait de diminuer la production et la consommation de produits et de substances qui jouent un rôle dans la destruction de la couche d'ozone. Un de ces produits est la mousse de plastique, le polystyrène expansé.